

qui vaut 12½c. de moins au Sud qu'au Nord de la frontière? Ce sont les termes de l'accord négocié par ce gouvernement et par son prédécesseur que la Commission canadienne du blé doit observer.

Je suis d'accord avec ceux qui approuvent la nomination de M. Gibbings à la Commission canadienne du blé, mais peu m'importe qui le gouvernement nomme à cette Commission. A moins qu'il ne modifie la politique qu'il applique depuis quelques années, le producteur de céréales de l'Ouest du Canada connaîtra des difficultés. Soumettons-nous aux faits et réglons la situation telle qu'elle se présente. Nous ne demandons pas qu'on soit charitable envers l'agriculteur de l'Ouest. Nous cherchons une conjoncture économique qui nous permette d'agir. Si nous ne la créons pas, toute la charité du monde ne le maintiendra pas sur son exploitation. La charité ne fera que ruiner l'agriculteur comme on est en train de le ruiner du point de vue économique.

Cette situation n'a pas surgi tout à coup devant nous. Elle était évidente il y a un an pour les observateurs perspicaces des Prairies. Ils savaient ce qui arrivait. Elle était certes évidente il y a un an pour les dirigeants et leurs conseillers. Ne savaient-ils pas ce qui arrivait? Depuis un an et demi à deux ans, depuis la signature de l'entente, nous avons tenté de lutter, de remonter la pente alors que l'Australie, la France et les États-Unis vendaient leur blé à vil prix dans les marchés et que le nôtre s'empilait dans les fermes. Nous entreposons maintenant la quantité décriée.

J'ai trouvé des chiffres cet après-midi que j'aimerais vous citer. A Biggar, où l'on dispose d'entrepôts pour 99,000 boisseaux de blé, il y en a 189,000 à entreposer. Les cultivateurs de la région ont un contingent de trois boisseaux, dont 50,000 boisseaux restent à livrer. Depuis le 30 mai, pas un seul wagon ne s'est rendu à Biggar, situé sur la ligne principale du Canadien National, de Winnipeg à Edmonton. Une branche secondaire du Pacifique Canadien, dotée d'un élévateur, se trouve à un mille plus loin. Biggar a accès à la grande ligne du Canadien National et à une ligne secondaire du Pacifique Canadien mais pas un seul wagon ne s'y est rendu depuis le 30 mai. Depuis que nous parlons de ce problème au ministre de l'Industrie et du Commerce, il nous a dit qu'il a cet aspect du problème bien en main. Lorsque nous avons demandé un contrôleur des transports, le ministre nous a dit que la chose n'était pas nécessaire. Mais voilà quelle est la situation à au moins un endroit, et j'imagine qu'il y en a bien d'autres.

[M. Gleave.]

Il nous faut avoir accès à des renseignements à jour pour savoir ce qui se passe dans le secteur de l'économie céréalière du monde entier. Nous en sommes loin, hélas. Nous devrions savoir si l'Australie, par exemple, introduit de nouvelles variétés de blé, ou si le Mexique obtient un meilleur rendement. Nous devrions connaître la production de l'URSS. La dernière fois que j'ai vérifié, nous n'avions pas d'attaché agricole à Moscou. Nous y avons sans doute un attaché militaire, chargé de découvrir combien de bombes on y fabrique. N'est-il pas nécessaire de connaître la production des céréales ou les renseignements que nous recevons sont-ils si bons que nous ne voulons pas tenter d'en savoir plus long?

• (9.00 p.m.)

Aussi récemment que 1966, et même 1967, on nous a dit que nous pouvions vendre tout le blé que nous pourrions récolter. Comment un gouvernement a-t-il pu se tromper à ce point? La situation n'aurait pas été interprétée de façon aussi erronée si nous avions écouté les observateurs indépendants nous dire que les ventes diminuaient ou on a fait la sourde oreille, ou on n'était pas assez attentif pour découvrir les faits. Qui nous le dira?

Une des premières choses à faire, c'est de renégocier l'AIC. Nous devons le demander à nos cocontractants. Ils sont nos rivaux mais, s'ils sont raisonnables, ils ne voudront pas que l'accord nous empêche de conclure de meilleurs marchés. Nous devons dire aux pays qui sont parties à cet accord qu'il ne nous vaut rien dans sa forme actuelle. Nous devrions leur demander s'ils sont disposés à le renégocier de façon que nous puissions en bénéficier. Autrement, il vaudrait mieux le mettre au rancart. Il faut prendre une décision à ce sujet. Le ministre devrait dire à la Chambre qu'il a pris une décision et quelle sont les perspectives d'avenir pour notre pays.

Ne restons pas dans l'incertitude face à demain. Prévoyons l'avenir des cultivateurs de Rosetown, de Biggar, et d'autres régions canadiennes semblables. Quels sont les projets du gouvernement pour aider ces personnes? Le gouvernement ne leur donne aucune orientation. On ne leur a pas dit quelles mesures seraient prises pour les débarrasser de leurs problèmes. Pourquoi ne leur a-t-on rien dit? Ils ne peuvent pas prédire l'avenir; ni prévoir ce qui va se passer.